

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Le totalitarisme aussi porte en lui la guerre

par Roger HAGNAUER

La dévaluation du franc est chose faite

mais elle est insidieuse *par Robert LOUZON*

Les Auberges de Jeunesse *par Jacques BOUYÉ*

Comment a vécu la révolution hongroise

par Zoltan SZTARAY

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-89 Paris

Sommaire du N° 416 - Avril 1957

Le totalitarisme aussi porte en lui la
guerre
Le symbole africain
La résistance intérieure en Union Soviétique.
Notre sagesse relative

R. HAGNAUER
E. BURNET

R. H.

Chronique de l'Union des Syndicalistes
Une initiative de la Fédération de la
Métallurgie C.F.T.C. — Et l'expérience de
la Loire ? — La solidarité avec les ouvriers
hongrois en France. — Solidarité avec les
travailleurs algériens. — Le Syndicat
national des Instituteurs à l'honneur. —
Du nouveau dans les Alpes-Maritimes. —
« Sous le drapeau noir des makhno-
vistes »
Les Auberges de Jeunesse
Comment a vécu la révolution hongroise ..
L'Internationale des Transports et le boy-
cott.

R. GUILLORE
J. BOUYE
Z. SZTARAY

Lettre d'Argentine
Vive le Guépéou !

J. PRINCE
R. L.

Notes d'économie et de politique
Hausse des salaires = diminution des béné-
fices. — La dévaluation du franc est
chose faite mais elle est insidieuse. — Les
Juifs, avant-garde, puis arrière-garde de
l'Occident
Lettre de Tunis
Demi-succès et espoirs ouvriers.

R. LOUZON
J.-P. FINIDORI

Parmi nos lettres

Talons de mandat. — Sur l'exode des Arabes
de Palestine. — Sur le pacifisme pur.

A travers les livres

« Les Instituteurs », de Georges Duveau
(R. Guillore). — « Permanence d'une
volonté », de Rudolf Rocker.

ENTRE NOUS

Il faudra que nous établissions le bilan des dix
années de la « R. P. », depuis sa réapparition.

On oublie facilement aujourd'hui que notre revue
a continué l'effort mené depuis sa fondation contre
le colonialisme.

La documentation fournie sur la sanglante affaire
de Madagascar, sur les causes et conséquences de
l'assassinat de Ferhah Hached, sur la situation maro-
caine, sur la guerre d'Indochine, sur les élections
truquées d'Algérie est quelque peu oubliée ou mécon-
nue. C'est cependant ce qui a souvent provoqué de
salutaires mouvements d'opinion, et la R.P. peut
revendiquer une part de responsabilité dans les suc-
cès obtenus en Tunisie et au Maroc particulièrement.

C'est la « R. P. » qui, continuant là encore l'effort
mené avant la guerre, a dénoncé avec le plus de
constance l'impérialisme stalinien.

Sur le plan syndical, les fondateurs de la C.G.T.-
F.O. ne manquaient pas — lorsqu'ils se sentaient
encore peu assurés — de s'appuyer sur la « R. P. »
qui — sans doute — n'a jamais été un organe F.O.,
mais qui, par ses campagnes contre la sinistre impos-
ture stalinienne, a allégé une atmosphère alourdie par
le terrorisme des uns et la « prudence » des autres.

Seulement les rédacteurs de la « R. P. », les plus
favorables à F.O., ne voulaient pas que la nouvelle
centrale fût corrompue par le bureaucratisme et
l'affairisme. D'où la campagne contre le BEDES. On
ne nous l'a pas pardonné. Ainsi, dans Jean-Barois,
lorsque les dreyfusards de dernière heure bousculent
les dreyfusistes des premières batailles — ceux-ci se
consolent en disant : « A voir leur hâte à nous
écarter, on croirait qu'ils redoutent notre intransi-
gence morale. »

C'est encore la « R. P. » qui a lancé le « Rassem-
blement de Puteaux », comme elle ouvre aujourd'hui
ses colonnes à « l'Union des Syndicalistes ».

C'est tout de même un bilan qui n'est pas néga-

tif. Nous piétons... peut-être. Parce que le « mou-
vement » n'est pas vraiment reparti. La survivance
de la « R. P. » c'est l'espoir qui persiste dans la
renaissance du syndicalisme. Mais ce n'est pas encore
la certitude. Nous pouvons tenir encore longtemps.
Notre développement dépend de nos amis — dépend
aussi de la collaboration de militants responsables
qui n'ont pas perdu, en acceptant des mandats, le
droit de penser et de parler librement.

C'est à l'Union des Syndicalistes de constituer ce
réseau de militants dans toutes les régions et toutes
les industries. Il faudra le prolonger par des corres-
pondants étrangers. Déjà nous avons prospecté effi-
cacement. Mais ce qui reste à faire est beaucoup
plus important. Nous attendons, par exemple, l'étude
qu'un ami anglais sollicité doit nous adresser sur
les grandes grèves du mois dernier.

Nous voudrions connaître directement l'opinion
de syndicalistes américains, allemands, africains,
asiatiques.

Ce sont là de multiples tâches que nous ne pouvons
remplir que si nous sommes certains de notre sécu-
rité matérielle, si nous pouvons revenir aux 32 pages,
si le nombre de nos abonnés augmente régulièrement.

A vous de célébrer notre dixième anniversaire.

**RENOUVELEZ VOTRE ABONNEMENT SANS AT-
TENDRE DE RAPPEL.**

**SOUSCRIVEZ POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA
« R. P. » — OFFREZ DES « ABONNEMENTS
D'ESSAI » — ENVOYEZ-NOUS DES LISTES DE
POSSIBLES — DIFFUSEZ LES BROCHURES DE
L'UNION.**

Il y a 32 ans, on nous accordait six mois d'exis-
tence.

Il y a 10 ans, les meilleurs d'entre nous hésitaient
devant les risques d'un nouveau départ, alors que
rien ne semblait survivre de ce que nous avions servi.

Nous connaissons si souvent des motifs de décou-
ragement que nous pouvons bien, en regardant nos
114 numéros de la nouvelle série, nous répéter le
beau vers de Marcel Martinet :

« O ! petite lumière. O ! victoire sur l'ombre ! »

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton

Le pacifisme pur peut-il sauver la Paix ? *

Le totalitarisme aussi porte en lui la guerre !

Nous avons tenté dans un premier article de préciser les deux causes essentielles de déséquilibre, de discordance, dont la conjonction a provoqué les deux grands conflits mondiaux, en 1914 et en 1939, des industrialisations qui ne sont pas « synchroniques », dont certaines s'accélérent pour « rattraper » leur retard — un désaccord dans certains Etats entre l'évolution économique et l'évolution politique.

On pourroit en déduire que la paix du monde en 1957, comme en 1914 et en 1939, dépend de cette loi générale.

UN NOUVEAU FACTEUR : LE TOTALITARISME

Or, il y a entre 1914 d'une part, 1939 et 1957 d'autre part, une différence essentielle : c'est l'existence du totalitarisme.

Il est vrai que celui-ci n'est pas un mal mystérieux et imprévu, que la croissance brutale de l'hitlérisme s'explique aussi bien par le phénomène allemand, que la cristallisation de la bureaucratie stalinienne par le phénomène russe ; et qu'outre les facteurs économiques, l'échec de la révolution allemande, du socialisme allemand — l'échec et la liquidation de la révolution russe ont ouvert les voies du totalitarisme.

Il est également vrai que sur le plan européen, Hitler et Staline ont prolongé simplement le pangermanisme et le tzarisme.

Mais en examinant les conditions de la paix et les menaces de guerre, on n'a pas le droit d'ignorer que si explicable qu'il soit, le totalitarisme, par sa logique propre, change complètement les données du problème.

Les ruptures d'équilibre extérieures et intérieures :
1) une industrialisation plus tardive et plus rapide se heurtant aux monopoles des puissances établies ;
2) l'industrialisation n'ayant pas été menée parallèlement au développement d'une bourgeoisie commerçante et industrielle — tout cela aboutit à la dictature capable de s'opposer à la pénétration des capitaux étrangers, capable de pourvoir par ses hommes-liges à l'absence d'un personnel politique, administratif et technique.

Mais la dictature demeure un expédient provisoire, peut-être nécessaire dans une période de transition comme ce fut le cas du bonapartisme. Le totalitarisme se présente comme une pyramide dont la tête se fixe au pouvoir, dont la base couvre toutes les activités, toutes les institutions du pays.

Il ne s'agit pas d'une classe sociale dont la force dépend de la propriété acquise ou de la propriété des moyens de production. Il s'agit d'une caste dont la seule force réside dans l'exercice du pouvoir politique.

Sans doute, a-t-on connu des ordres privilégiés qui jouissaient d'immunités, même après avoir perdu leur raison d'être. Mais les privilèges individuels et collectifs assuraient la persistance d'intérêts localisés et indépendants.

Dans le totalitarisme il n'est pas d'individus, au sein de la caste, dont la survivance ne dépend que du sommet... ce qui faisait dire au communiste oppositional italien Bordiga : la pyramide repose sur la pointe !

L'INTERVENTION DE LA PUISSANCE POLITIQUE

Né des discordances signalées, le totalitarisme les

accentue, quelquefois en changeant l'ordre des termes.

En Allemagne, la puissance politique a accéléré le mouvement pangermaniste d'un tel rythme qu'il n'était plus possible de borner les conquêtes.

En Russie la puissance politique a forcé l'allure de l'industrialisation, a réalisé en quelques années l'œuvre séculaire des capitalismes classiques, en portant au paroxysme par une cadence infernale toutes les tragédies de la révolution industrielle : l'accumulation primitive, le colonialisme, les déplacements massifs de la campagne à la ville, la loi d'airain des salaires.

Il convient de rappeler que la « normalisation » dans les vieux pays capitalistes n'a été possible que par les oppositions d'intérêts, la lutte des classes.

Un parti totalitaire ne supporte ni les unes, ni l'autre. Il ne se renouvelle pas, il se purge — c'est-à-dire qu'il doit incorporer totalement ceux qu'il annexe, et demeurer dans son corps collectif, immuable et intangible.

Jamais autant qu'en ce cas, on ne trouve une application aussi accomplie de la morale de Nietzsche :

Ce n'est pas seulement la volonté de puissance qui se substitue à l'instinct de conservation. C'est l'instinct de conservation qui impose nécessairement la volonté de puissance.

LES « COMPLEXES » BOURGEOIS ET TOTALITAIRES

Bien entendu, ce sont là des réalités trop mouvantes pour qu'on puisse les fixer en un schéma même approximatif.

Les termes de « bourgeoisie » et de caste totalitaire se définissent difficilement et une définition si claire et si complète soit-elle supprime des particularités qui apparaîtront peut-être essentielles, examinées d'un autre point de vue.

Dans la bourgeoisie française, peut-on ranger le gros capitaliste, le petit commerçant, le technicien, le fonctionnaire supérieur ou moyen, le paysan, le professeur, l'avocat et le médecin, alors que les contradictions qui les opposent pèsent beaucoup plus que la solidarité qui les unit ?

Et chaque Etat capitaliste n'a-t-il pas connu une évolution sociale qui lui est propre ? Ne peut-on souligner, par exemple, l'importance exceptionnelle des classes moyennes aux Etats-Unis, terre du capitalisme le plus expansif ?

Dans les pays qui n'ont pas dépassé l'ère pré-capitaliste, — le cas du Maroc se présente comme typique, à cet égard — on ne voit pas nettement se dessiner les contours d'une future bourgeoisie.

D'autre part, la caste totalitaire peut-elle se cristalliser dans la position occupée, après l'élimination de toutes les oppositions ? L'Allemagne ne l'a subie que pendant douze ans — même pas pendant toute une génération. Et dans la république de Bonn, il semble qu'une bourgeoisie se soit constituée, consciente de ses avantages économiques, assez ferme aujourd'hui pour fournir à l'Etat un personnel politique et administratif, stable et prudent.

En Russie, trente années de stalinisme ont fixé une génération. La caste tend naturellement à devenir héréditaire. Mais des privilèges acquis et consolidés disjoignent les pierres de la pyramide. On sait déjà que des clans, au sein de la caste, représentent des intérêts divergents. On sait aussi que la

(*) Voir « R.P. » de mars 1957.

jeunesse n'accepte plus facilement les consignes, qu'elle s'agite et même se rebelle (comme en Pologne, en Hongrie, en Allemagne orientale, mais là ce phénomène réconfortant s'explique plus aisément).

DES DISSEMBLANCES FONDAMENTALES

Nous n'avons nullement la prétention d'exposer ici des thèses originales ou de proposer des solutions. Notre seul désir est d'attirer l'attention sur ce qui nous paraît essentiel et d'alimenter le débat ouvert sur « le pacifisme efficace » par les notes de J.L.

L'hypothèse que nous formulons ici c'est qu'un conflit mondial ne peut être provoqué **par une seule cause** et qu'il y aura probablement localisation des conflits, s'il y a seulement concurrence impérialiste, ou seulement tentative d'émancipation d'un peuple et de formation d'une nation.

Mais l'existence de castes totalitaires compte comme facteur de généralisation des conflits, équivalent aux deux premiers.

Subsidiairement, on peut joindre au dossier du totalitarisme une culpabilité supplémentaire. C'est d'abord qu'un tel régime favorise l'incertitude, la fragilité des conjectures — car jamais les oppositions d'intérêts ne sont clairement exprimées.

Pour comparer encore la situation — aux centres des deux « blocs » — on connaît, par information directe et publique : l'opposition entre le gouvernement des Etats-Unis et les pétroliers indépendants du Texas, la condamnation par la centrale syndicale américaine de la réception symbolique du roi séoudite, féodal et esclavagiste ; nous n'avons aucun moyen d'interprétation sûre des tournants de la politique moscovite.

Ce qui veut dire qu'aux Etats-Unis, un changement d'orientation peut être prévu et permet d'apprécier la tendance dominante. Tandis qu'en U.R.S.S., le système du bouc émissaire, des purges successives joue à l'intérieur de la caste le rôle des confessions et des pénitences dans l'âme du pécheur qui en sort soulagé et fortifié.

C'est aussi, du même point de vue, que la caste ignore ou méprise les règles assurant la validité des contrats. C'est aujourd'hui une vérité première que tout le monde en Occident admet sans en être troublé. Aucun homme sérieux et honnête ne se porterait garant de la sincérité des engagements pris par les maîtres de Moscou. Et pourtant que d'hommes sérieux proposent d'honnêtes contrats ou traités aux gouvernements totalitaires !

NOTRE ENGAGEMENT COSMOPOLITE ET INTERNATIONALISTE

Dans ces conditions, nous ne pouvons nous associer à une propagande pacifiste qui s'adresse indistinctement aux gouvernements occidentaux pour que leurs peuples l'entendent et aux gouvernements totalitaires dont les peuples, s'ils l'entendent — ce qui n'est pas totalement impossible mais bigrement difficile — n'y voient qu'une raison de désespérer.

Nous ne pouvons nous associer à une propagande pacifiste qui, en entretenant la peur panique du suicide atomique, favorise la localisation des conflits, c'est-à-dire dans la majorité des cas l'écrasement de peuples volontairement révoltés, par les machines du colonialisme classique ou du colonialisme totalitaire (2).

(2) Est-il vrai, comme l'écrit J. L., que le pacifisme intégral soit mort, parce que les communistes l'ont tué ?

Sans doute, convient-il de se méfier d'une propagande pacifiste utilisée par les agents d'un Etat aux armements formidables. Mais c'est un des nombreux exemples de la prostitution par les staliniens d'idées nobles appartenant au patrimoine des élites mondiales. Tartuffe aussi voulait « nous assassiner avec un feu sacré ».

Nous n'entendons pas perdre notre temps et nos faibles forces à proposer des solutions politiques qui ne résoudreont aucun des problèmes essentiels et que les gouvernements et les partis trouveront facilement sans nous (3).

Notre première tâche c'est, pour « connaître » notre devoir, d'explorer les domaines où se produisent les ruptures d'équilibre.

Pour qu'un impérialisme soit dangereusement expansif, il faut savoir s'il est capable d'exporter beaucoup plus d'objets finis que de matières premières, c'est-à-dire s'il dispose de marchés de plus en plus étendus pour ses exportations et de ressources croissantes en matières premières. Enfin si l'exportation des capitaux produits au sein de son empire ne se heurte pas à des résistances politiques (4).

Cependant le pacifisme intégral, la non-violence ont été démentis par les faits, sans qu'intervienne l'impudence stalinienne. L'Inde de Gandhi désavoue, par son exemple, l'enseignement du maître. Au reste, si notre groupe, notre R.P. ont fréquemment soutenu le pacifisme, par opposition au nationalisme et à l'impérialisme, ce ne fut jamais jusqu'à la répudiation de la violence révolutionnaire. Nous avons justifié la défense révolutionnaire en Espagne, comme nous justifions aujourd'hui l'insurrection hongroise.

(3) Est-ce une réponse suffisante à une dernière question de mon ami J. L. : Peut-on approuver le Pacte Atlantique ?

Là encore, nous ne fuyons pas le débat. Il n'est pas dans notre rôle de proposer des alliances militaires. Nous continuons à en condamner le principe. Mais nous sommes engagés par la logique même de la Résistance, menée depuis 1941 par des révolutionnaires qui ne craignent pas de se rallier à un général, et de favoriser l'offensive anglo-américaine de 1944. Dans la situation présente, peut-on briser l'Alliance Atlantique sans subir le sort des peuples de l'Europe orientale : C'est la seule question à laquelle il faut répondre nettement.

Ce qui est proprement scandaleux, c'est de juger le Pacte comme un aspect de la colonisation américaine, qui peut fort bien s'exercer sans intervention militaire. Tous ceux qui étudient honnêtement l'histoire de ces dix dernières années reconnaissent que l'alliance atlantique a été réalisée à la suite d'appels et de démarches de la France et de l'Angleterre. C'est sans doute conforme à la politique menée par Washington. Mais il ne s'agit pas de volontés américaines unanimes et immuables. Il reste aux Etats-Unis de fortes tendances isolationnistes, souvent représentées par les politiciens les plus réactionnaires et les plus impérialistes.

(4) De bons camarades nous reprocheront de demeurer dans le vague et dans l'abstrait. Mais nous ne voulons qu'orienter le débat. Nous voulons surtout éviter le schéma doctrinal qui débute par des conclusions.

Dire que l'impérialisme représente la réaction et mène à la guerre, c'est un alibi commode. Le même impérialisme peut être réactionnaire là où il empêche la formation de démocraties et facteur de progrès là où il provoque la naissance d'un mouvement ouvrier.

La politique américaine peut fort bien apparaître sous ces deux aspects, selon que l'on regarde l'Amérique du Sud ou l'Afrique du Nord. Nous avons déjà rappelé le qualificatif employé par Trotsky : impérialisme pacifiste. Est-ce toujours valable ? Ce que nous désirons, ce sont des données précises et l'évaluation exacte des facteurs qui interviennent.

Cependant le « Daily Telegraph » affirme — dans son numéro du 26 février 1957 — que Staline s'était décidé à la guerre mondiale en 1953. (La guerre possible dans cinq ans, écrivait Louzon dans la « R.P. » de 1947.) Il faudrait là aussi connaître exactement les éléments d'appréciation qu'on n'a pas le droit de négliger.

D'autre part, le processus de formation de nations politiquement indépendantes peut être observé dans tous les « empires coloniaux » et tous « les morceaux détachés » des Empires. Les pays de l'Afrique du Nord, du Proche-Orient, de l'Amérique du Centre et

Pour réduire ou annuler la deuxième cause de rupture d'équilibre, il faut examiner dans les pays qui commencent leur industrialisation, les possibilités de formation d'une classe paysanne liée au sol par la propriété et d'une bourgeoisie indigène — c'est-à-dire d'une véritable nation.

Enfin il faut — the last but not the least — s'interroger sérieusement sur la liquidation des castes totalitaires et sur les moyens d'accélérer le processus.

Mais où nous pouvons nous rencontrer facilement avec les « pacifistes purs », ceux dont le désintéressement ne peut être suspecté, c'est sur le terrain de la lutte morale et idéologique contre la légende guerrière, le prestige militariste, les discriminations raciales, les archaïsmes nationalistes.

Nous ne sommes pas convaincus de l'efficacité immédiate de cet effort de libération. Nous ne croyons pas que l'on puisse ainsi résoudre des conflits et annuler des discordances qui peuvent être entretenus mais non déterminés par les partis pris nationaux ou raciaux et les aberrations bellicistes.

du Sud, de la Chine et de l'Europe Orientale sont à l'heure actuelle les terrains de cette évolution dont nous avons tenté de fixer les étapes.

C'est en étudiant parallèlement les deux phénomènes que l'on pourra établir les probabilités de paix ou de guerre. Probabilités, non certitudes, car les calculs peuvent être modifiés par l'action ouvrière qui peut contenir les imperialismes et favoriser l'indépendances des peuples et dont l'efficacité dépend du repérage des points décisifs.

Nous voulons réaliser en nous un véritable cosmopolitisme et un véritable internationalisme, non parce que c'est politiquement nécessaire, mais parce que c'est humainement salutaire. C'est la seule voie ouverte à ceux qui n'abdiquent pas devant la nécessité et les machines.

Réussirons-nous à reconnaître comme seules valeurs intellectuelles et morales celles qui sont cosmopolites par essence ? (5)

Réusirons-nous à recréer une Internationale ouvrière qui méprisera les « verboten » nationaux, qui « fera le genre humain pour devenir le genre humain ».

Nous ne l'affirmons pas. Nous n'avons même pas à l'espérer. Il nous suffit de le concevoir pour décider de notre « engagement » définitif.

Roger HAGNAUER.

(5) Il est assez étonnant que l'on n'ait pas mis en relief deux informations significatives. Dernièrement, l'Assemblée nationale a voté une résolution proposant l'institution à l'O.N.U. d'une commission chargée d'enquêter sur « les crimes contre l'humanité ». Les communistes s'y sont opposés.

Par compensation, on nous rappelle que la France n'a pas encore ratifié la convention internationale des Droits de l'Homme « en raison des plaintes qui n'auraient pas manqué de parvenir d'Algérie et de certains territoires d'outre-mer » (« Le Monde » du 23-2-57).

LE SYMBOLE AFRICAIN

Etienne Burnet, qui fut directeur de l'institut Pasteur de Tunis, a publié dans « l'Action » un remarquable article sur l'indépendance du Ghana, dont nous reproduisons ici quelques extraits.

Les fêtes de l'indépendance du Ghana ont eu un immense retentissement. Elles en ont encore plus à la réflexion. L'événement prend une signification plus grandiose que sur le moment. L'imagination découvre un phare, très haut dressé, qui projette des feux tournants sur le monde entier, au-delà de ces Côtes de l'Or et de l'Ivoire, noms somptueux qui commémorent les tentatives de l'Europe. On les a même appelées Côtes de l'Ebène, en l'honneur des cargaisons de nègres exportées de ces rivages fabuleux et inépuisables.

Comment a-t-on oublié de proclamer le plus émouvant Centenaire qui se puisse fêter ces années-ci ? 1856-1860, c'est le prélude fiévreux de la guerre de Sécession aux Etats-Unis (1861-65) et de la première émancipation des noirs, décidée pour le 1er janvier 1863 par Abraham Lincoln ; — toutefois après celle des noirs de Saint-Domingue, décrétée en 1793 par la Convention Nationale. Les quinze à vingt millions de noirs des Etats-Unis ne sont-ils pas pour la plus grande part originaires de ces Côtes du Golfe de Guinée ?

Si dans leur allégresse les libéraux ont la mémoire un peu distraite, les colonialistes laissent percer leur inquiétude. Ils se demandent jusqu'où l'ébranlement se propagera sur la planète. Ils sont nombreux les noirs qui restent à libérer, du Sénégal à l'Ethiopie, et du Soudan jusqu'au Cap de Bonne-Espérance, dont il ne tient qu'aux hommes blancs de justifier le nom.

Accra (1), le Ghana c'est l'indépendance dans la Souveraineté d'un Etat noir, avec une Constitution, des élections, un Gouvernement, une nation, et un

(1) Accra, capitale de l'ancienne Gold Coast (Côte de l'Or). Le Ghana est le nom d'un empire noir du Soudan, au X^e siècle.

nationalisme ; tout cela, comme ils disaient, « manières de blancs » ; liberté et... démocratie.

Le symbole d'Accra, c'est davantage encore ; c'est, non seulement le mirage, mais le projet, rationnel et réaliste, d'une fédération africaine d'Etats noirs indépendants. C'est un fait du même ordre que la Déclaration de Philadelphie de 1776, la déclaration des colonies anglaises d'Amérique du Nord, soulevées contre l'Angleterre. C'est un fait du même ordre que l'effort d'association asiatique de Bandoeng. Les Etats particuliers et isolés passent à la condition d'antiquités. Aujourd'hui, c'est déjà l'époque des Etats-Unis. Et après...

L'appel d'Accra est de force à rejoindre l'esprit de Bandoeng. Il y a de quoi faire frémir le Nil, le Niger, le Congo, le Zambèse, le Transvaal, comme on frémit jadis le Mississipi, l'Amazone et le Rio de la Plata.

Le monde a beaucoup changé depuis cent ans. Le seul fait durable est le changement. Le changement de notre époque est la conquête de l'indépendance et la coopération des indépendances. La révolution interne du Japon en 1868 a posé la question des indépendances asiatiques. La déclaration de Philadelphie en 1776 a posé la question des indépendances américaines. La victoire pacifique d'Accra pose la question des indépendances africaines. L'Europe regarde et ne comprend pas toujours.

Les jeunes Etats ont leur faiblesse. Leur salut est dans cette évolution. Il s'agit de vivre et il ne suffit pas, pour vivre, de l'indépendance politique particulière. Ils doivent d'abord gagner leur indépendance économique. Désormais le facteur vital consiste dans la science et la technologie. Les jeunes nations ont besoin d'aide économique, financière et culturelle. Si elles se choisissent de puissants protecteurs elles y risqueront leur indépendance et des formes nouvelles de colonialisme. C'est en s'orientant vers la coopération universelle que le symbole d'Accra accomplit l'initiation du monde noir ; — du monde, tout simplement.

Etienne BURNET.

LA RESISTANCE INTERIEURE EN UNION SOVIETIQUE

Il paraît — c'est « France Nouvelle », l'hebdomadaire central du P.C.F. qui nous l'apprend — qu'un nouveau décret vient de renforcer considérablement le rôle des syndicats dans les entreprises soviétiques.

On vient d'y créer, en effet, des commissions de conflits du travail qui seront composées en nombre égal de représentants de la direction et de représentants du comité syndical de l'usine ou de la localité. Elles auront pour tâche — nous dit-on — d'examiner tous les conflits du travail entre les travailleurs et la direction, sauf les questions concernant la réintégration des employés congédiés, les modifications de la composition du personnel et la fixation du taux de salaire des travailleurs.

A en croire le journal communiste (et il faut le croire sur ce point), ce nouveau décret donne « une plus grande responsabilité » aux syndicats soviétiques — ce qui veut dire de plus grands pouvoirs. Mais ceux qu'ils exerçaient jusqu'à maintenant devaient être voisins du néant, s'ils étaient moindres que ceux qui leur sont concédés aujourd'hui.

Car ils n'auront pas à intervenir pour fixer le taux des salaires, ni pour empêcher les mesures arbitraires de congédiement ou de déplacement du personnel. Il n'y a pas, dans le monde « capitaliste », de syndicats qui aient si peu de droits. Il n'y a pas, dans ce même monde, un seul militant syndicaliste qui se résignerait à être ainsi démuné de tous les moyens d'agir pour la défense des intérêts ouvriers.

Cet extraordinaire décret ne prouve pas seulement l'impuissance des syndicats soviétiques ; il témoigne aussi du mensonge sur lequel repose toute la propagande stalinienne.

Mais le fait même que l'Etat russe ait jugé nécessaire d'accorder un semblant de droits aux syndicats, est l'indice certain que les travailleurs de cette prétendue « patrie du socialisme » commencent à réagir contre l'omnipotence de leurs dirigeants et à revendiquer des droits élémentaires que leurs camarades des pays capitalistes ont su conquérir et renforcer.

C'est le signe que l'exploitation des masses ouvrières par la nouvelle couche d'exploiteurs qui sévit en Russie est menacée dans ses privilèges.

Confirmant la résistance intérieure que rencontrent les dirigeants russes, un ancien capitaine de l'armée soviétique, qui se fait appeler « Nicolas », a fait récemment une conférence à Paris, sous l'égide du « Club des Montagnards » et du « Club William Penn », au cours de laquelle il a affirmé l'existence de deux courants distincts l'un de l'autre et qui tendent, directement ou indirectement, à la transformation plus ou moins radicale du régime actuel. Le premier est le « réformisme » existant sous une forme généralisée mais encore diffuse, au sein même du parti communiste soviétique. Ce « réformisme » tend à obtenir un changement profond du système économique sans se préoccuper des conséquences politiques qu'il pourrait entraîner.

Le second courant affecte l'opinion. Il s'agit de la résistance au régime tendant à son renversement et à l'adoption des principes de la démocratie occidentale. Contrairement à ce que l'on croit généralement en Occident, cette opposition n'est plus, au point de vue idéologique, à l'état embryonnaire. Si, au point de vue de l'organisation, cette opposition est loin d'être dirigée d'une ma-

nière cohérente sur tout le territoire de l'Union Soviétique, au point de vue idéologique on peut distinguer trois tendances s'affirmant de plus en plus clairement : 1° Socialiste, s'apparentant au socialisme français et au travailisme britannique ; 2° Populiste, ayant ses racines dans l'ancien socialisme russe et tendant vers un programme néo-coopérative ; 3° Solidariste, préconisant la nationalisation des grandes industries et un régime de propriété « liée au travail ».

Notre sagesse relative !

Un vieux camarade loue ma sagesse. Le mot me fait peur. Sage... l'observateur « impartial » qui n'ayant pas pris parti avant d'examiner... ne prend pas plus parti après avoir conclu.

Sage l'opportuniste qui attend... après avoir suivi... avant de suivre la voie facile.

La sagesse, c'est parfois d'examiner et d'attendre. Mais parce que l'on a pris parti et que l'on veut agir...

Est-il sage le socialiste qui ne veut pas entendre les cris, les plaintes, les objurgations provoquées par la politique Lacoste... qui se félicite des succès électoraux... relatifs de son parti ?

Mais — et les élections depuis janvier 1957 l'établissent de plus en plus nettement — si les socialistes gagnent ou se maintiennent... les communistes ne perdent plus. Ce sont les électeurs de Mendès-France qui troublés par l'audace du leader radical, se regroupent derrière Guy Mollet. « Il nous faut un gouvernement qui gouverne », disait Clemenceau. On gouverne à Alger... c'est-à-dire que l'on sévit contre les Français libéraux... contre les musulmans modérés... avec une hargne grandissante. Cela suffit pour le moment.

Mais les post-staliniens ne perdent plus. Ils ne perdent plus aux élections politiques (à Villeneuve-Saint-Georges, ils gagnent des voix)... ils ne perdent plus aux élections professionnelles, ou si peu.

Ils ne perdent plus en France, ils ne perdent plus en Italie méridionale. Ici, parce que la misère et l'inquiétude persistent. Là, parce qu'on oppose l'Algérie à la Hongrie. La politique Lacoste, condamnée par toute l'Internationale socialiste, se dresse sur les ruines de la solidarité ouvrière internationale. On comprend qu'en Dordogne les communistes aient voté pour le candidat de Lacoste. On ne s'étonne pas de voir sur l'écran Lacoste dans l'ombre de De Gaulle. Les « hommes qui savent GOUVERNER » se retrouvent toujours !

Etre sage, c'est choisir ce qui réveille cette solidarité. Ce n'est pas se déclarer pour Nasser. Ce n'est pas fermer les yeux sur sa collusion avec Moscou. Ce n'est pas justifier la neutralité bienveillante d'Arabes instruits et clairvoyants pour Hitler, hier, pour les sous-Staline, aujourd'hui. Ce n'est pas non plus obligatoirement donner raison à l'Etat d'Israël. C'est affirmer que nous devons tout faire pour sauver les expériences socialistes d'Israël — tout faire pour que soit réglée la question des réfugiés de Palestine — tout faire pour tirer le peuple égyptien de la misère.

Pouvons-nous faire quelque chose d'efficace ? Je n'en sais rien. La sagesse c'est quelquefois de tenter l'impossible — c'est toujours de ne pas abandonner la tâche avant d'avoir tenté tout le possible.

R. H.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

« Le regroupement des forces éparses du véritable syndicalisme serait un facteur de clarification. Il redonnerait des raisons d'espérer aux travailleurs désespérés par la trahison des politiques du syndicalisme. »

A. HEBERT
(R.P. — janvier 1957).

C'est à dessein que je commence par m'appuyer sur une autorité syndicale en abordant cette chronique difficile. Difficile parce qu'il faut trop souvent remplir avec des vœux, des intentions et des vœux ce qui devrait être plein de faits tirés de l'expérience et de la vie.

Hébert et quelques autres aussi devraient bien nous dire comment ils voient ce « regroupement des forces éparses ». Il y a encore des moments où nous croyons que cela répond à un besoin. Nous voulions en citer quelques exemples.

Une initiative de la Fédération de la Métallurgie C.F.T.C.

Cette organisation, par son secrétaire Descamps, vient de demander son adhésion à la F.I.O.M. (Fédération Internationale des Ouvriers sur Métaux) qui est un secrétariat international de la C.I.S.L. (Confédération Internationale des Syndicats Libres) à laquelle adhère, on le sait, « Force ouvrière » en dépit des tiraillements relatifs à l'Algérie. C'est un événement significatif. La fédération de la métallurgie F.O. a, paraît-il, approuvé cette demande d'adhésion. Il n'en est peut-être pas tout à fait de même du côté de l'état-major confédéral ; surtout, cela ne va plus du tout si l'on se tourne vers la direction de la C.F.T.C., très jalouse du « pluralisme » syndical et qui pousse les hauts cris. La question reste en suspens et la fédération chrétienne de la métallurgie consulte ses adhérents.

Il y a donc des militants qui éprouvent le besoin de travail en commun. L'Union des syndicalistes se doit de les soutenir. Je sais bien qu'il y a aussi cette bonne vieille question — toujours d'actualité — de la défense laïque. Est-on sûr qu'en en discutant honnêtement entre militants de base, on n'obtiendrait pas de meilleurs résultats qu'en se mettant à défendre l'école laïque avec les fidèles de l'église russe, rite orthodoxe, tout à fait qualifiés, nous le savons, en matière de laïcité ?

Et l'expérience de la Loire ?

Ce serait plus que jamais le moment que paraisse la brochure des camarades de la Loire sur leur expérience unitaire. Il n'y a pas beaucoup d'expériences comme la leur. Et là, pas de considérations sur ce qui devrait être ; mais la relation de ce qui a été et de ce qui est encore, sans en oublier les difficultés, accrochages et échecs.

D'ores et déjà, nous attendons le texte de nos amis de la Loire pour essayer de lui donner la diffusion qu'il mérite. Thévenon qui doit avoir du temps maintenant, est personnellement et instamment sollicité.

Vous me direz que ce n'est pas la première fois que je parle de cela. Mais vous verrez que ça finira par venir...

La solidarité avec les ouvriers hongrois en France

Là encore ce qu'ont fait nos camarades de

la Loire pourrait servir d'exemple. C'est effarant comme nous avons tendance à oublier vite ! Il n'y a que quelques mois que l'insurrection hongroise a soulevé le monde ouvrier et bouleversé la situation mondiale, et déjà un lourd silence semble s'être de nouveau abattu à l'Est, coupé seulement par les élucubrations des Kadar et autres Marosan, dont le nom est tout un programme, comme le disait Albert Camus au meeting de solidarité du 15 mars. Pourtant, il est bien vrai que tout est changé...

Au moment où j'écris, je viens de sortir d'une réunion dominicale du Cercle Zimmerwald où nous avons rencontré, pour notre édification, des camarades hongrois qui ont participé à l'insurrection. Nous y avons trouvé beaucoup de raisons de réconfort. Mais sera-t-il dit que notre solidarité se bornera à cette sympathie rétrospective et à ces discussions sur les « perspectives » ? Faudra-t-il que nos camarades hongrois ne connaissent en France que les gendarmes, les poulets et les curés, sans compter les cocos qui, vous le pensez bien, ne perdent pas leur temps ? Décidément, notre internationalisme a trop tendance à être théorique... Oui ou non, sommes-nous capables d'aider vraiment, autrement que par de bonnes paroles, nos camarades hongrois ?

L'Union des syndicalistes aura à dire son mot sur ce point dans son assemblée générale du 11 avril (elle se sera tenue sans doute quand ce numéro sortira) ; elle devrait s'efforcer de donner un contenu réel à son adhésion formelle au Comité ouvrier d'aide aux Hongrois (de la S.I.A.).

Et les syndicats que font-ils ? Nous avons vu déjà comment la C.I.S.L. a enterré en sourdine la proposition de boycott faite par l'Internationale des Transports. Heureusement en France des organisations ont fait plus que sauver l'honneur : la Fédération de l'Education nationale a fondé un comité de solidarité, auquel a adhéré le Syndicat des Correcteurs, et qui a aidé effectivement les camarades hongrois ; il en a accueilli plusieurs dans l'établissement de La Verrière de la Mutuelle de l'Education nationale (aux dernières nouvelles cependant, cet établissement, rendu à sa destination, aurait donné congé aux camarades hébergés. Mais vont-ils se retrouver seuls ?).

Enfin, à la suite du meeting de Wagram, auquel avait pris part un camarade du Livre hongrois, la Chambre syndicale de la Typographie parisienne (C.G.T.) a décidé une solidarité effective.

Notons encore que le meeting de Wagram était présidé par Adrien Laverne, hier encore secrétaire général de la F.E.N., et aujourd'hui président du Comité d'aide aux réfugiés hongrois.

Solidarité avec les travailleurs algériens

Encore un point sur lequel « les forces éparses du véritable syndicalisme », pour parler comme Hébert, devraient se regrouper. L'ex-syndicaliste Lacoste ne fait tout de même pas encore la pluie et le beau temps dans nos organisations, encore qu'il ne manque pas d'y faire sentir son « influence » !

En Algérie, ledit M. Lacoste résout le problème en « regroupant » les militants syndicaux musulmans dans les camps de concen-

tration. Et pas seulement les musulmans. Je pense en particulier à mon camarade Douknan, du Syndicat national des Instituteurs et de « l'École émancipée » qui est accueilli, privé de traitement, dans le camp d'enfermement de Lodi. Et ce n'est qu'un exemple.

« Le Monde du travail libre », organe officiel de la C.I.S.L., publiée dans son numéro de février la lettre que son secrétaire général, Oldenbroeck, a adressée le 1^{er} février au sus-nomme ministre pour protester contre la suppression de la liberté syndicale en Algérie. Il en profitait en même temps pour rappeler la position du Comité exécutif de la C.I.S.L. sur le problème algérien.

En réponse, l'honorable M. Lacoste écrivait, en date du 11 février 1957 :

« J'accuse réception de votre lettre du 1^{er} février 1957.

Je ne puis que vous laisser la responsabilité des affirmations erronées qu'elle contient et vous remercier des suggestions que vous voulez bien me présenter dans votre haute sagesse et grâce à votre compétence infinie, pour le règlement du problème algérien.

Ah ! Ah ! voilà au moins un grand homme d'Etat !

Mais nous avons assez parlé de ce M. Lacoste dont la politique, quoi qu'il puisse en croire, est absolument interchangeable. Je veux dire par là qu'on peut la remplacer sans dommage — au contraire — par celle de n'importe quel politicien « indépendant ». Saluons seulement au passage un homme comme René Capitant ; c'est peut-être « un affreux gaulliste », mais c'est un homme. Il sauve l'honneur de sa classe.

Mais la classe ouvrière ? Est-il possible de dégager la pensée et l'action de la classe ouvrière française relativement au drame algérien ? Cela n'est pas possible en tout cas s'il faut en juger par les grandes organisations qui sont censées la représenter. Nous ne pouvons, dans le cadre de cette chronique, essayer de tracer les lignes de ce que devrait être une politique ouvrière sur l'Algérie. Mais il faudrait que, dans cette revue même, nous le fassions.

Là aussi, nous chercherions en vain la solidarité pratique et active avec les travailleurs algériens (je veux dire comme mouvement d'ensemble). Nous ne l'avons pas vu s'exprimer au moment de la grève de fin janvier-début février.

A ce propos, « la Tribune Ouvrière » dénonce l'attitude du Syndicat Force Ouvrière-Renault. Le congrès de ce syndicat qui s'est tenu les 9 et 10 février, a voté à l'unanimité une résolution condamnant « ceux qui se sont fait les complices des écumeurs de la Sécurité Sociale durant la période du 28 janvier au 4 février ».

Quels sont donc ces « écumeurs » et ces « complices » ? Les « écumeurs » ce sont les travailleurs algériens qui se sont fait porter malades pendant la grève, et leurs complices, ce sont les médecins qui les ont reconnus malades. « On fait la grève ou on ne la fait pas », dit F.O. Les camarades ont raison. Encore faudrait-il discuter de toutes les nuances de la théorie et de la pratique du « macadam » que les ouvriers nord-africains n'ont pas inventé. Mais ces farouches défenseurs de la vertu syndicale n'ont, paraît-il, pas hésité à demander à la direction de ne pas verser l'indemnité complémentaire allouée aux malades et blessés nord-africains pendant cette période. Comme le dit « Tribune

Ouvrière », F.O. introduit donc la ségrégation raciale à l'intérieur de l'usine. Et le sympathique organe ne manque pas de montrer où sont les vrais « écumeurs » de la Sécurité Sociale.

Ce n'est peut-être pas un exemple unique de l'utilisation hypocrite des « principes » pour soutenir en fait la politique de ce M. Lacoste dont nous avons montré plus haut un aspect — et non le pire.

Le Syndicat national des Instituteurs à l'honneur

La preuve que nous n'avons aucun parti pris de critiques patentes, c'est que, lorsque quelque chose est bien, nous le disons. Peut-être n'est-ce pas notre faute si cela ne nous arrive pas plus souvent. Voici une initiative que nous saluons : le Syndicat national des instituteurs a inscrit comme question sociale à l'ordre du jour de son prochain congrès : *Comment le syndicalisme des instituteurs peut-il contribuer à un renouveau efficace de l'internationalisme prolétarien ?*

Avouez que ce « renouveau » s'imposerait. Il est bien que le S.N.I. l'ait compris et cela prouve, entre autres choses, que, dans les circonstances actuelles, l'autonomie n'est pas forcément signe de repliement corporatif. Le rapporteur, Henri Baude, a publié un questionnaire préparatoire dans l'« Ecole Libératrice » du 15 mars. Est-il besoin de dire que nous suivrons avec intérêt les réponses des sections départementales et la discussion du congrès de juillet.

Du nouveau dans les Alpes-Maritimes

Le récent congrès de l'Union départementale des Alpes-Maritimes vient de changer sa direction. Celle-ci s'était montrée ces derniers temps un peu trop soucieuse de défendre les positions dites « socialistes ». Le congrès lui a signifié son désaccord, et sur 27 sièges à la commission exécutive l'ancienne direction n'en a plus que 4 !

Le nouveau bureau de l'U.D. avec un typo de Nice à sa tête, est composé d'éléments jeunes et dynamiques. Voici donc — ce qui est normal — des syndicalistes à la tête d'une union départementale de syndicats.

« Sous le drapeau noir des makhnovistes »

Dans sa conférence au Cercle Zimmerwald, Paul Barton a affirmé que, depuis 1952, de nombreux mouvements s'étaient produits dans les camps de concentration russes et qu'ils avaient eu lieu « sous le drapeau noir des makhnovistes ». Rappelons que Makhno fut, il y a plus de trente-cinq ans, le chef d'un premier soulèvement à tendance libertaire en Ukraine. La plupart des révoltés de 1952 et 1953 étaient, a dit Barton, très ignorants en matière d'idéologie. Ils savaient pourtant qui était Makhno dont on aurait pu croire morts le souvenir et les idées.

Voici une nouvelle preuve de la puissance invincible des idées de liberté qui tiennent au cœur de l'homme plus fortement que tous les sédiments des idéologies officielles. A ce point, les idées deviennent force, et force redoutable pour les tyrans les plus établis.

« Où donc les jeunes Hongrois de vingt ans avaient-ils appris la liberté ? », demandait Salvador de Madariaga au meeting de Wagram.

Ces idées, invincibles et libératrices, nous ne cessons pas ici, avec d'autres, d'attiser leurs cendres rouges.

R. GUILLORÉ.

